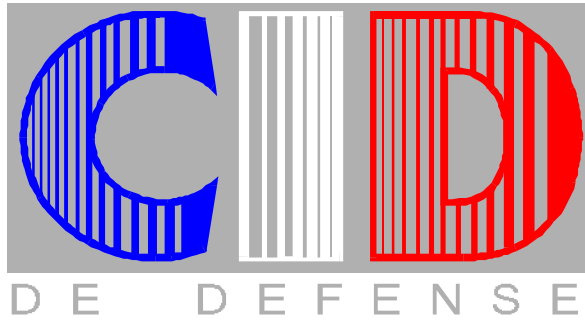


COLLEGE INTERARMEES



LES ENJEUX DU PETROLE CASPIEN ET TRACECA, LEUR  
INFLUENCE SUR LA SITUATION ET L'AVENIR DU CAUCASE  
DU SUD.

**Mémoire de géopolitique**  
**du colonel Shurghaia Merab**  
**dans le cadre de l'étude dirigée « les Arcs des crises »**

**Directeur : Jean-François Daguzan**  
**Docteur d'Etat en sciences politiques**

Avril 2003

## Introduction.

Alors que jusque dans le milieu des années 90 les trois républiques indépendantes d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie étaient rassemblées sous le terme de Transcaucasie, il est désormais d'usage, - à tort ou à raison -, dans le monde, de parler de Caucase méridional ou de Caucase du Sud. Ce glissement peut sembler anodin, mais on peut aussi l'interpréter comme le signe d'un nouveau regard occidental porté sur la région. D'une part il relègue au passé la vision nord-sud des Russes et réintègre ainsi les trois pays dans un espace régional spécifique, d'autre part il entérine tant juridiquement que politiquement la séparation du massif montagneux. Le Caucase est en effet une région névralgique en termes géopolitiques. C'est la ligne de contact entre différents ensembles géographiques et économiques. Comme le Proche-Orient ou les Balkans, il doit à son histoire et à sa culture d'avoir bénéficié d'un poids supérieur à son importance économique ou à sa population. Son identité et son rayonnement sont donc importants et les événements qui le traversent ont des retentissements bien au-delà de la région. En quoi cet espace d'environ 16 millions d'habitants fait-il sens pour les autres pays du monde et à l'inverse : le reste du monde signifie-t-il quelque chose pour les Caucasiens du sud ? Comment et par quels canaux les contacts entre le monde et le Caucase ont-ils lieu ?

Entre la mer noire et la mer Caspienne, entre la Russie, la Turquie et l'Iran, le Caucase jouit d'une situation exceptionnelle qui a fait de cette région un des principaux croisement des routes commerciales depuis plusieurs siècles. A cela s'ajoute des particularités humaines et physiques remarquables : il accueille une multitude de peuples, aux civilisations parfois ancestrales. Le Caucase est ainsi à la fois un musée des peuples et le témoin des grands mouvements de populations les plus lointaines. Dans le Sud de cette région, on y utilise trois langues d'Etat, avec des alphabets distincts. Pourtant, des traits communs y foisonnent : c'est aussi la raison pour laquelle c'est un ensemble politique distinct qui se trouve au premier plan de l'actualité internationale.

Quels sont les enjeux de cette région et pour qui ?

Les deux facteurs qui ont le plus grand impact sur le développement des relations interétatiques de la région , ce sont le pétrole et le transport. Ces deux aspects sont intimement liés, surtout depuis que la principale préoccupation de la communauté internationale en matière de transport dans la région caucasienne concerne la localisation des oléoducs qui transporteront le pétrole de la Caspienne au marché occidental.

Quand on parle de pétrole caucasien, on parle des importantes réserves qui se situent dans le littoral de la Caspienne, dans le secteur azerbaïdjanais. La petite industrie pétrolière de la Géorgie et les quelques réserves potentielles de gaz naturel en Arménie n'ont pas de réelle importance internationale. En conséquence, l'industrie pétrolière et les pays importateurs de pétrole centrent leur attention sur l'Azerbaïdjan, le seul État caucasien capable d'utiliser le pétrole comme instrument de politique étrangère . L'intérêt de la communauté internationale pour le pétrole azerbaïdjanais et les retombées économiques de son exploitation sont si grands qu'ils constituent des facteurs perturbateurs capables de modifier le fragile équilibre des puissances entre les États caucasiens.

Tout comme le pétrole, le transport et les communications sont désormais considérés comme des ressources stratégiques. Durant la période soviétique, le Caucase a perdu son rôle historique de pont économique intercontinental, pour ne devenir qu'un confin isolé de l'Union soviétique. Naturellement, à cette époque ses relations économiques étaient orientées vers la Russie et les autres républiques de l'Union. Aujourd'hui, les États caucasiens ainsi que leurs voisins ont intérêt à restaurer ce rôle traditionnel. Dans ce contexte, tant pour les pays importateurs que pour les pays exportateurs, le tracé des oléoducs et des gazoducs, la protection des pipelines contre le sabotage ou contre l'interférence politique de même que le coût du transport des matières fossiles sont de première importance.

D'un point de vue strictement économique, les coûts de transport de même que la sécurité du réseau constituent les principales considérations dont les compagnies doivent tenir compte. À coût égal, les routes qui traversent des États stables devraient toutefois être privilégiées. Pour les «États-transit», l'attrait d'offrir son concours au développement de cette ressource provient des redevances du transit à venir, des

retombées économiques de la construction de ces pipelines ainsi que de l'influence politique que ces pipelines procurent. L'aspect économique pèse certes lourdement dans la balance, mais le choix du tracé permettant l'exportation du pétrole de la Mer Caspienne doit aussi tenir compte de considérations politiques.

Examinons à présent ce que finalement mise en place cette configuration d'enjeux liés au pétrole et aux transports a apporté à la région et si cela est capable servir de facteur de pacification et d'amélioration des relations entre les trois pays du Caucase du sud.

Nous essaierons également de réfléchir sur la possibilité pour ces pays de mettre en place grâce à cet intérêt économique une politique commune de sécurité régionale.

Situé au point de rencontre entre la Fédération russe, l'Iran et la Turquie, le Caucase constitue comme nous l'avons dit un point de rencontre entre différentes cultures, langues et religions. La diversité exceptionnelle des ethnies, des cultures, des langues et des religions du Caucase d'aujourd'hui était toutefois encore plus marquée avant la période soviétique. Les langues locales tirent leur origine de trois familles linguistiques: altaïque, indo-européenne ou proprement caucasienne. Partout dans la région, de petites communautés juives, grecques, russes et d'autres sont dispersées, ne respectant aucunement les frontières étatiques ou administratives. Hormis les Géorgiens, toutes ces communautés maintiennent des relations avec des communautés au delà des frontières ethniquement ou linguistiquement proches de la leur. Ce «schéma des relations privilégiées intra-ethniques transfrontalières» constitue certainement une caractéristique des relations intrarégionales de la région. Les Arméniens entretiennent des relations très proches avec la diaspora arménienne et profitent largement de son appui économique; les Azerbaïdjanais cherchent à développer des liens culturels avec les azéris iraniens et à renforcer les liens avec leur «allié naturel» turc; les populations russes locales comptent sur la protection de la Russie et les différents peuples séparés par les montagnes caucasiennes et les frontières de la FR cherchent à maintenir des liens entre eux et s'offrent mutuellement un soutien à l'occasion.

Ces liens culturels, ethniques, linguistiques se font sentir bien au delà de la région caucasienne. Dans des États géographiquement éloignés, des groupes de pression issus des diasporas caucasiennes incitent les gouvernement à s'impliquer dans les affaires de la région dans une mesure difficile à justifier sur la simple base des intérêts nationaux.

Le profil religieux est également hétérogène. Le Caucase n'est pas simplement une frontière entre les mondes chrétien et musulman , car bien d'autres religions y sont représentées. C'est le cas notamment de communautés juives, bouddhistes ou d'autres petits groupes. Tant la communauté chrétienne que la communauté musulmane au Caucase se divisent en une variété de subdivisions et une infinité de sectes .

Tout comme pour la diversité ethnique et linguistique de la région, le facteur religieux joue un certain rôle dans la consolidation des relations intrarégionales. Dans le passé, la religion a largement déterminé les liens et les alliances que les peuples caucasiens établissaient avec des États étrangers. Les Chrétiens arméniens et géorgiens ont demandé la protection de la Russie, alors que les peuples musulmans ont cherché le soutien de la Turquie sunnite ou de l'Iran chiite. Au XVIIe siècle, la frontière entre le sunnisme et le chiisme se situait au Caucase et de nombreuses guerres entre les Empires Ottoman et Perse s'y sont déroulés au nom de la religion. Dans l'histoire contemporaine, la religion en tant que telle n'est plus une source de tensions et de problèmes politiques . Toutefois, plusieurs conflits caucasiens ont une certaine «dimension confessionnelle» et la religion constitue toujours un certain facteur de conditionnement des relations intrarégionales. Par exemple, au début du conflit du Nagorno-Karabakh, les sympathies des Russes et des Occidentaux pour les Arméniens étaient partiellement conditionnées par la perception que les Arméniens étaient des victimes chrétiennes de fanatiques musulmans, alors qu'il s'agissait en fait d'une guerre de sécession . De même, l'utilisation de mercenaires moudjahidin afghans par l'Azerbaïdjan, ainsi que sa demande d'appui à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) comportait une dimension confessionnelle similaire. Évidemment, les activités menées dans la région par les États ayant une forte idéologie religieuse, notamment l'Iran et l'Arabie saoudite, sont conditionnées par la religion. Il en est de même pour l'engagement de nombreux acteurs non-étatiques, comme des églises, des ONG et des organisations religieuses internationales.

Par ailleurs, dans le domaine de la géographie des échanges extérieurs la région connaît une situation de crise en raison de son enclavement et des conflits qui la menacent à ses frontières, comme la crise en Tchétchénie. Chacun des pays du Caucase est en outre confronté aux problèmes des pays en voie de transition. Il faut alors savoir apprécier le potentiel de la région sans le surévaluer comme ce fut le cas au début des années 90. Sur le plan des hydrocarbures, le Caucase comprend 5 % des réserves mondiales.

Mais le Caucase aura aussi un rôle essentiel de valorisation de l'Asie Centrale. C'est ce rôle qui est à l'origine du corridor de transport que nous évoquerons en détail par la suite, TRACECA.

Ce qui est vrai pour les oléoducs l'est également pour les routes automobiles, de train ou pour les autres voies de communication. Différents projets de développement des infrastructures de transport dans la région caucasienne ont vu le jour. Ces projets privilégient soit un axe est-ouest, comme le projet de corridor de transport TRACECA reliant l'Europe, la mer Noire, la Caspienne, l'Asie centrale et l'Est asiatique, soit un axe nord-sud, reliant la FR, la mer Noire, l'Iran, le Moyen-Orient et le Golfe persique. Ces deux projets ont le potentiel de se développer en complémentarité, voire même de façon intégrée, mais pourraient également être la cause de nouvelles rivalités dans la course aux investissements

Revenons au TRACECA ; c' est un corridor physique, dont le tracé a été approuvé par les pays membres du projet (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Ukraine, Moldavie, Bulgarie, Roumanie, Turquie). Ce corridor est un corridor alternatif de transports qui permet de relier l'Asie Centrale à l'Europe du Sud.

A l'initiative des 8 premiers pays membres (les 5 républiques d'Asie centrale et les 3 républiques caucasiennes), a été développée une stratégie - qui, on doit le reconnaître, a eu quelques difficultés à se mettre en place - qui vise à privilégier le soutien au développement des pays membres. Tous les projets qui voient le jour dans

ce cadre sont le résultat d'un consensus. Le transport constitue un axe clé du projet. Ce secteur est en effet un catalyseur pour les investissements dans la région. Par ailleurs, il a été fixé comme objectif d'assurer la liaison entre TRACECA et les quatre principaux corridors qui débouchent sur la Mer Noire.

Le projet TRACECA s'est construit grâce à un investissement de 110 millions d'euros. Deux phases se sont succédées : la première était consacrée à l'assistance technique du projet, tandis que la seconde visait à financer de nouvelles initiatives dans le transport. Ces programmes avaient pour la plupart trait au renouvellement des technologies du transport. Ainsi, se développe peu à peu le transport par containers, technique qui n'était pas utilisée il y a dix ans dans cette région.

TRACECA, lui-même, s'est développé en plusieurs phases dont la plus importante reste le sommet présidentiel organisé sous l'égide du Président Aliiev. Au cours de ce sommet, 12 pays ont signé un accord multilatéral de transport. Seul le Turkménistan, pourtant membre de TRACECA, a refusé de ratifier le document.

A partir de cet accord, a été créée une commission intergouvernementale qui se réunit deux fois l'an à Bakou. Elle est hébergée dans des locaux que le gouvernement azerbaïdjanais a mis à disposition.

Aujourd'hui, TRACECA est passé de 8 membres à 13 membres et fonctionne en collaboration avec de nombreux organismes mondiaux.

Après les attentats du 11 septembre et le déclenchement de la guerre en Afghanistan, TRACECA a dû réfléchir aux moyens de mettre en place les meilleures conditions de transport possibles pour l'aide et la reconstruction de ce pays. Un plan spécial d'actions a été lancé. Il vise à promouvoir des projets de réhabilitation et de développement des infrastructures de transport vers l'Afghanistan.

Le projet TRACECA a bénéficié, tout au long de ses travaux, du soutien de la BERD. Aux 700 millions d'euros apportés par la Commission européenne, s'ajoutent

des aides s'élevant à plus d'un milliard d'euros, en provenance de bailleurs divers et notamment japonais.

Aujourd'hui, le corridor TRACECA est en compétition avec le corridor Nord (Transsibérien) et le corridor Sud. Cette compétition concerne majoritairement le domaine des prix et des services. Tout est à mettre en oeuvre pour préserver la compétitivité et la rentabilité de TRACECA.

Mais la question la plus importante durant toute la décennie 1990 a été la tension avec la Russie. La doctrine militaire russe, définie en octobre 1993, faisait des anciennes frontières de l'URSS le nouvel espace de sécurité de la fédération de Russie, ce qui impliquait de fortes pressions russes afin de faire revenir les pays du Caucase du sud dans le système de sécurité russe, conçu en termes de contrôle territorial et militaire (garde-frontières sous commandement russe, bases militaires, état-major commun, union douanière etc.). La question de l'évacuation des hydrocarbures ajouta un élément dans le contentieux : en 1996, l'administration américaine déclara que l'oléoduc Bakou-Ceyhan était stratégique (c'est à dire devait être réalisé même si sa rentabilité économique n'était pas assurée). Moscou a donc assez systématiquement mené une politique de harcèlement contre l'Azerbaïdjan et la Georgie (blocage des navires azéris qui remontaient par la Russie, contestation du partage territorial, soutien aux Arméniens, Abkhazes et Ossétiens etc.).

La première moitié des années 90 marquait le début d'une nouvelle image géopolitique. Il apparaît aujourd'hui que derrière cela se cachait le problème du pétrole caspien. Chaque guerre a son Waterloo, Borodino ou Stalingrad et dans la guerre énergétique mondiale la bataille décisive est celle menée pour le pétrole caspien.

Vingt-cinq milliards de tonnes de pétrole caspien et le fait qu'en plus la région du Caucase est d'un intérêt crucial en terme géostratégique confèrent à cette bataille une acuité particulière. Il n'est pas exagéré de dire que le début du XXI ème siècle sera fortement marqué par cette lutte. L'origine du conflit tient à cette double revendication ; Moscou et les pays occidentaux déclarant cette région comme étant de leur zone d'intérêt.

Il faut remarquer que sont impliqués dans ces luttes non seulement les pays , les politiciens et les grandes corporations pétrolières mais aussi les peuples qui habitent ces territoires. Plus approche la date du commencement des exploitations véritables des gisements, plus souvent on met en avant les causes réelles qui sont à l'origine de tous ces bouleversements dans le Caucase du Sud.

Ici comme sur la scène des actions militaires d'Asie centrale, se créent des blocs géopolitiques et des alliances des grands groupes pétroliers. Dans les toutes dernières années du XX ème siècle quand ont été choisies deux principales voies d'acheminement du pétrole primaire, sont apparues avec évidence les forces impliquées dans cette entreprise.

D'un côté se sont réunis les pays orientés vers l'orient : la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Georgie et le Kazakhstan avec les Etats Unis en tête. D'un autre côté : la Russie, l'Iran, l'Arménie, le Turkménistan, la Bulgarie et la Grèce – dont il faudra reparler plus tard plus en détail. A part cela, les alliés (pour les dividendes correspondants) du bloc Russie-Iran sont les Kurdes qui habitent en Turquie, les Arméniens du Karabagh, les Abkhazes et les Ossétiens.

Il faut souligner le fait que cette bataille pour le pétrole caspien a commencé pour la deuxième fois. En effet, ce qui se passe aujourd'hui est le reflet de ce qui s'était passé dans les années 20 du XX è siècle. Durant cette période il y avait dans le Caucase du sud des zones de conflit. La confrontation militaire se déroulait entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et d'autre part entre l'Arménie et la Georgie. L'armée arménienne conformément aux intérêts russes voulait bloquer l'oléoduc Bakou / Batoumi. A cette époque la Russie possédait le Caucase du nord par lequel elle voulait donc faire passer le pétrole. La situation actuelle est donc analogue à celle des années 20. Mais – et c'est la question - la Russie parviendra-t-elle à faire aujourd'hui ce qu'elle avait réussi à imposer il y a 80 ans ?

Durant la dernière décennie du XX ème siècle dans la plupart des ex pays soviétiques sont venus au pouvoir (ont été placés) les leaders des mouvements nationaux lesquels ne sont pas parvenus à bien diriger les affaires de leur pays. Aussi ont-ils été obligés (ou forcés) de laisser la place aux autres forces en présence. Ces dernières n'étaient autres que celles déjà en place pendant l'URSS et qui avaient déjà une certaine autorité auprès des pays occidentaux. Ces hommes ont mis tout leur poids pour entraîner les pays du Caucase dans ce grand « jeu ».

Pendant le dernier siècle l'histoire de la Georgie et de l'Azerbaïdjan, qui sont les représentants du groupe occidental, est écrite par la même main. Cela est facile à comprendre : le pétrole caspien doit passer au marché occidental juste à travers le territoire de ces deux pays. Il faut ici évoquer le rôle de l'Arménie dont la politique consiste à empêcher la réalisation du modèle occidental de transport du pétrole. Les compagnies occidentales ont commencé les pourparlers avec le Consortium international d'Azerbaïdjan encore pendant la présidence d'Elchebei. Ce dernier envisageait de prendre en considération dans ce projet les intérêts de l'Arménie et visait d'utiliser ce fait pour réguler les conflits entre les deux pays et par conséquent de se dégager de la pression du Kremlin.

A cette époque, quand l'accord pour la régulation de ce problème de Karabakh était en train de se préparer, la Russie, les Etats Unis et la Turquie jouaient le rôle de médiateurs. La Russie a demandé à être le dirigeant de ce procès. Les casques bleus ne devaient être que des soldats russes. En même temps, Paul Goble, le politologue américain a proposé à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan son projet de régulation dans lequel était prévu un échange alternatif des territoires. L'Azerbaïdjan devait donner à l'Arménie le Karabakh et en échange devait recevoir une bande des Zangesm de 32 kilomètres qui sépare la région de Naxilevan de l'Azerbaïdjan. Ce qui pouvait donner à ce dernier la possibilité de transporter le pétrole en Turquie sur son propre territoire.

Mais comme réponse, l'armée arménienne a attaqué sous la direction de Chercha et a agrandi de 150 kilomètres cette fameuse bande de 32 kilomètres !

En même temps, Elchebe a refusé que les casques bleus entrent dans la zone de conflit. Le résultat fut un putsch militaire dirigé par le général Housséinov (lequel, il est à noter, avant le putsch, se tenait à l'abri sur la base de la 104<sup>ème</sup> Division des parachutistes motorisés).

Effectivement Elchebe a eu le même destin que son collègue Zviad Gamsakurdia. En février 1992, E. Chevernadze devient chef d'Etat de la Georgie. En novembre 1993, Heidar Aliev devient celui de l'Azerbaïdjan. Après l'arrivée de Chevernadze en Georgie il s'est passé beaucoup de choses.

Le nouveau chef d'Etat a réussi à « conserver » le conflit existant avec l'Ossétie du sud. Mais en été, on a imposé à la Georgie un nouveau conflit en Abkhasie qui s'est soldé par une défaite pour le pays.

En même temps, l'Adjarie, grâce au soutien du général russe Gladiclev est devenue une province isolée de la Georgie.

Simultanément, dans la région de Méghrélie les supporters de l'ex président Gamsakourdia ont commencé à s'activer. Tout cela conduisait la Georgie vers la guerre civile et n'était bien évidemment qu'une manœuvre de la Russie pour contrôler les portes de la Mer Noire et une réponse à l'Occident intéressé par le pétrole caspien.

Chevernadze, après sa faillite dans la guerre d'Abkhazie, a fait entrer la Georgie dans la Communauté des Etats Indépendants. Ce grâce à quoi il a un peu diminué la pression de la Russie et ce qui lui a donné la possibilité de résoudre le problème concernant les supporters de l'ex président. Tout au long de cette période la politique de Chevernadze était loyale vis à vis de la Russie. Malgré cela, la Russie n'avait pas grande confiance en lui et soutenait les forces politiques et militaires pro-russes. Chevernadze, avec patience, attendait le moment favorable pour lui.

En même temps Aliev a pris l'accès vers la Russie. Lui aussi, a fait entrer son pays l'Azerbaïdjan dans la CEI et a réservé sa première visite officielle à Moscou. Cependant quand a été publié l'ordre d'Eltsine d'installer des bases militaires russes dans tous les pays de la CEI, en Azerbaïdjan tous les partis de l'opposition ont déclaré que seul un ennemi du pays pourrait faire entrer les Russes en Azerbaïdjan. Cela n'inquiétait pas du tout Aliev, mais il en prit prétexte pour dire « non » à la Russie et il recommença des négociations avec les grandes firmes pétrolières occidentales. En réalité, il sentait que les Occidentaux ne renonceraient pas à leur projet pétrolier et que d'autre part la Russie n'était déjà plus la même Russie et la même puissance qu'avant.

En effet, en même temps que le Ministère des Affaires étrangères russe envoyait des notes de protestation aux pays occidentaux et demandait de changer le statut de la mer caspienne, le non moins puissant Ministère de l'Energie (qui possédait 80 % des actions de la Lukoil en la personne du Ministre – et futur Premier Ministre de la Russie - Chernomirdin ) voulait devenir coactionnaire du Consortium International Pétrolier en Azerbaïdjan à côté des firmes occidentales. Aliev a utilisé cette situation et c'est pourquoi, le 20 septembre 1994 quand a été signé l'accord entre la firme pétrolière d'Azerbaïdjan avec le Consortium des firmes occidentales, il a cédé 10 % à Lukoil.

Le Consortium occidental a obtenu 70% et l'Azerbaïdjan 20%. Dans cet accord il était question de l'exploitation de 3 gisements chiraqui, giunechli et azeri.

A l'automne 1994 avant qu'on ne crée la firme opérationnelle internationale d'Azerbaïdjan, les côtés concurrents ( les Russes et les Occidentaux) ont déjà commencé à réfléchir au problème du transit du pétrole. Les deux côtés ont activement travaillé à se créer mutuellement des obstacles. Globalement ont été proposées les 4 possibilités de parcours suivantes :

- 1) par la Russie c'est à dire Bakou – Marachkala et ensuite Novorisisk avec les pétroliers.
- 2) En traversant la Georgie :
  - a) Bakou – Tbilissi – Poti – Batumi- Tranzon – Inmurtalik ( terminal en Méditerranée – côté Turquie ) ;
  - b) Bakou – Tbilissi –Midiati – Iunmurtalik.
  - c) Bakou – Tbilissi – Sivasi – Iunmurtalik.
- 3) par l'Arménie :
  - a) Bakou – l'Arménie du sud – Mediati – Inmurtalik.
  - b) Bakou –l'Arménie du sud – Sivasi – Iunmurtalik .
- 4) par l'Iran :
  - a) Bakou – Astara – Tagiz – Mediati – Inmurtalik.
  - b) Bakou – Astara – Ispahan – Golfe Persique.

Les Occidentaux ont d'emblée écarté la variante iranienne pour trois raisons. La première tient aux relations tendues entre l'Iran et les Etats Unis. La seconde tient au motif que les Occidentaux perdraient la possibilité d'avoir une influence géopolitique sur la région caucasienne. La troisième consiste en des raisons stratégiques qui plaident également contre la voie à travers l'Iran vers le Golf persique: la concentration des ressources pétrolières dans cette région est déjà très grande. Si la principale voie de sortie du pétrole de la Mer Caspienne se trouvait également dans cette région, la dépendance du monde occidental importateur de pétrole des régimes politiques du pourtour du Golfe persique serait encore plus grande. Les pays importateurs ont donc tout intérêt à favoriser une autre voie de sortie

D'un côté la Russie a lutté pour obtenir la possibilité de transporter le pétrole par son territoire et a exercé pour cela toute la pression possible. D'un autre côté elle continuait à se battre pour changer le statut de la Mer Caspienne. Elle insistait sur le

fait que la caspienne était un lac et non une mer car avec le statut de lac toutes les richesses naturelles devraient être équitablement partagées entre tous les pays riverains.

Les Occidentaux étaient quant à eux partisans du statut de mer pour qu'entre en vigueur la loi des « 12 000 » des eaux territoriales.

Ici, il faut souligner le fait que dans les eaux territoriales d'Azerbaïdjan se trouve la plupart du pétrole caspien et celui de meilleure qualité. La Russie a envoyé beaucoup de notes de protestation aux occidentaux concernant ce statut. Il est vrai qu'à l'époque ( en 1921 et en 1940 ) le statut de la Caspienne fut établi entre l'URSS et l'Iran par un accord qui incluait des questions de pêche et de navigation. On ne parlait pas de ressources minérales. C'est pourquoi cet accord est caduque. Pour les pays riverains et la Russie parmi eux il reste seulement deux possibilités :

- utiliser la loi internationale des eaux territoriales de mer.
- Mettre au point un nouvel accord international.

La Russie veut que cette question soit seulement résolue par les pays riverains. Les occidentaux objectent que c'est une question d'ordre international. Les USA ont à de nombreuses reprises proposé l'initiative d'organiser une conférence sous l'égide de l'Agence Internationale pour l'Energie avec l'assistance des pays non régionaux où on examinerait le statut de la Caspienne. La Russie s'oppose bien sûr à cette idée. Pour mettre de son côté l'Iran, l'Azerbaïdjan a voulu lui donner 5% de sa partie mais les Etats Unis ont réagi contre la présence de l'Iran. Pour ne pas perdre ce sponsor politique et économique l'Azerbaïdjan a du dire non à l'Iran. En même temps l'Occident devait « riposter » à la Russie qui faisait le blocus de l'exploitation selon les plans occidentaux. Ils ont augmenté à 6,75% la part de la Turquie.

Evidemment celle ci s'est activée dans ce jeu là, et le 1<sup>er</sup> juillet 1994 a inventé de nouvelles règles pour le passage des pétroliers dans le Bosphore sous un prétexte écologique. En réalité le passage des pétroliers a été très réduit et la région de la mer Noire s'est vue presque enfermée. La Russie s'est retrouvée avec une exportation de son pétrole très limitée et a proposé au Consortium un nouvel itinéraire : Novorissk / Burgas (Bulgarie) et ensuite avec l'oléoduc jusqu'à Alexandropolis ( Grèce).

Comme par hasard, juste après cette nouvelle réglementation du passage du Bosphore, la rébellion kurde a réactivé son mouvement pour l'indépendance. Fin août 1994, a eu lieu à Moscou la conférence des Kurdes qui a créé la Confédération

des peuples kurdes des pays de la CEI. A cette conférence ont été invités les leaders du parti travailliste du Kurdistan qui existe illégalement en Turquie et une des idées discutées fut la résolution de la question kurde règlerait beaucoup de problèmes du Caucase.

Dans les années 20, à la frontière de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan existait la République autonome du Kurdistan. Si elle était restaurée elle pourrait jouer le rôle de tampon dans le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Les représentants du parti travailliste du Kurdistan ont annoncé qu'ils ne donneraient pas la possibilité à l'oléoduc de passer sur leur territoire.

En même temps en Russie, les Tchétchènes commençaient à s'activer. Eux aussi menaçaient d'interdire l'accès à leur territoire. En Turquie on commençait à enrôler des volontaires pour aller se battre en Tchétchénie et à collecter des fonds pour acheter des armes et des munitions à envoyer là-bas. Il est évident qu'officiellement la Turquie ne soutenait pas cela mais elle n'interdisait pas de le faire aux différentes forces comme la Diaspora tchéchène, la Maison tcherkhèse qui a son siège en Syrie. Il y a une version selon laquelle derrière cette organisation se trouve les services spéciaux des pays occidentaux.

A Antalia a été ouverte une représentation officielle de la République Itchrerie (Tchéchénie). Les membres du gouvernement de Doudaev se sont installés à Istanbul et à Samsun d'où ils ont envoyé de l'aide en Tchétchénie.

Jusqu'à la fin de 94 presque simultanément les Russes et les Turques ont envoyé leur armée respectivement en Tchétchénie et au Kurdistan. Les Turques ont pénétré sur 41 kilomètres le territoire du Kurdistan iranien. Aux dires des Turques c'était là que se trouvaient les centres d'entraînement des terroristes kurdes.

Contre le projet russe de transporter le pétrole par la Bulgarie et la Grèce, les Occidentaux ont porté le coup suivant :

En 1995 les mauvaises relations entre la Grèce et la Turquie se sont aggravées sur le motif d'une modification du tracé de eaux territoriales. En effet le 1<sup>er</sup> juillet 1995 le Parlement grec a ratifié le résultat de la Conférence internationale sur la réglementation maritime qui avait eu lieu en 1982 . Pour la Grèce c'était aussi une question de pétrole. Car elle possède une bonne part de la flotte pétrolière qui emprunte la Mer Noire et souffrait donc des restrictions de passage sur le Bosphore.

La tension entre la Grèce et la Turquie serait aller jusqu'au conflit si fin 1995 les Etats Unis n'étaient intervenus.

Malgré ce conflit la Turquie en un mois a réussi à calmer les Kurdes. Mais les Russes eux, sans qu'on sache pourquoi, n'ont pas réussi à résoudre la crise tchéchène. Il faut évoquer ici le désir des Occidentaux d'utiliser la Turquie pour avoir un œil sur l'Abkhasie. Comme la Turquie ne veut pas avoir de relations officielles avec l'Abkhasie – ce qui serait néfaste à ses relations avec la Georgie – elle utilise les organisations transportant par l'Abkhasie les armements et les volontaires pour la Tchétchénie pour avoir une petite influence en Abkhasie. C'est cela et non pas l'amitié envers la Georgie qui explique que les Russes fin 1994 jusqu'au début 96 aient imposé un blocus maritime aux Abkhasies.

Je voudrais citer encore quelques coïncidences qui donnent à réfléchir. Juste quand se signait à Moscou le protocole d'accord du passage de l'Oléoduc par Bakou – Novorissk – Shamir Basaev avec son détachement a pris les otages à Budionovsk. Deux jours avant la visite du Premier Ministre turc Chiler à Tbilissi pour les pourparlers concernant le transport pétrolier par la Georgie a eu lieu l'attentat contre E Chevernadze. Avant chaque round de pourparlers au sujet de l'oléoduc, la Russie accuse l'Azerbaïdjan et la Georgie de soutenir les Tchétchènes.

Mais cette configuration délicate a brusquement changé du fait de l'évolution des deux grandes puissances, Russie et Etats-Unis, suite à l'élection de Poutine et au 11 Septembre.

La relation avec Moscou a considérablement changé avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir POUTINE. Ce dernier a renoncé de fait à la vision impériale classique, fondée sur le contrôle territorial et la puissance militaire, pour la raison très simple que la Russie n'avait pas les moyens de jouer efficacement sur ces deux leviers. La Russie a tout d'abord accepté de fait le principe du partage territorial des fonds de la Caspienne, rompant avec l'Iran et rejoignant les positions azéries et kazakes. Au cours de plusieurs tournées dans la Caspienne et en Asie centrale, en 2000 et 2001, POUTINE a présenté la Russie comme un partenaire et non plus un grand-frère. Il a renoncé aux demandes d'intégration militaire. L'instrument de la puissance russe

devenait cette fois l'économie : Moscou jouait sur sa capacité d'évacuer et surtout de commercialiser les hydrocarbures en direction du marché européen. Dans ce jeu, Moscou est encore largement gagnant (le prix du revient du pétrole russe est inférieur à celui de la Caspienne et Moscou bénéficie des revenus du transport), mais cette fois par l'intermédiaire, non d'une armée décatie, mais de la puissance de ses grandes compagnies comme Gazprom, Transneft, Lukoil ou Yukos, dirigé par l'étoile montante des pétroliers russes, Mikhail KHODORKOVSKY. Les compagnies russes jouent le jeu du marché et peuvent commercialiser des hydrocarbures de la Caspienne pour remplir leurs contrats avec leurs clients européens, sans investir pour le moment dans la rénovation de la production en Sibérie, ce qui est encore hors de leurs moyens. Mais en même temps les compagnies russes ne peuvent pas investir massivement dans l'exploitation des hydro-carbures de la Caspienne, faute de capitaux, ce qui explique le retrait de Lukoil du consortium gérant le Bakou-Ceyhan. Bref, la Russie n'a pas les moyens d'écarter ou de remplacer les Occidentaux dans la Caspienne : bien plus elle a besoin des investissements occidentaux, japonais, voire chinois et indiens pour que la production continue. La Russie doit donc adapter ses ambitions à ses moyens et à ses intérêts bien compris. La normalisation a été consacrée par la visite de Poutine à Bakou en janvier 2001. On n'est plus dans une relation de compétition ni impériale ni économique ; la Russie a besoin de capitaux, elle a besoin d'honorer ses contrats avec l'ouest, elle a un coût de production inférieure au pétrole et gaz de la Caspienne : elle est compétitive sous réserve d'investissements. Elle fait des coups commerciaux, mais n'a pas encore ouvert son pays à l'investissement occidental. En conséquence, le contentieux bilatéral a été épuré, les obstacles au transit des biens comme des hommes (pas de visa) ont été levés. Moscou ne s'oppose plus au Bakou-Ceyhan, même si la compagnie Lukoil s'est retirée du projet en décembre 2002. La tension régionale s'est déplacée sur la Géorgie, seul pays de l'ancienne URSS où Moscou mène encore une politique de déstabilisation du régime en place (en jouant entre autres sur deux groupes musulmans, les Abkhazes et les Adjars, ce qui relativise l'image souvent donnée d'un conflit entre musulmans et orthodoxes).

Parallèlement, Moscou a assoupli sa position sur le Nagorno-Karabagh et s'est rapproché des Américains et des Français : le seul obstacle au règlement du conflit

est désormais le raidissement des deux opinions publiques, arménienne et azérie, aggravé en Azerbaïdjan par la perspective de la succession du président ALIEV, qui pousse les candidats à en rajouter sur le nationalisme.

Le 11 septembre a mis fin à la retenue américaine. La résolution du Congrès s'opposant à une aide à l'Azerbaïdjan a été levée. Le projet Bakou-Ceyhan a été finalisé et la construction va commencer, ce qui va resserrer les liens avec la Turquie. Même s'il n'y a pas de troupes américaines en Azerbaïdjan, comme il y en en Géorgie, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghyzstan, l'Azerbaïdjan est bien dans le camp occidental, sans que Moscou ne s'y oppose.

Les deux contentieux qui demeurent quant au partage des fonds de la mer Caspienne avec l'Iran et le Turkménistan posent certes des problèmes aux compagnies qui font de la prospection (incident naval avec l'Iran en juillet 2001), mais les deux adversaires de l'Azerbaïdjan sont dans une position de faiblesse due à leur isolement international et ne peuvent guère pousser la crise plus loin. L'Iran a d'ailleurs rouvert la négociation sur la coopération (accord sur la livraison d'électricité iranienne à l'Azerbaïdjan, conclu en décembre 2002). Paradoxalement, l'arrivée au pouvoir du parti AK en Turquie, s'il n'est pas réduit à l'impuissance par les militaires, peut s'accompagner d'une ouverture turque envers l'Arménie, car le nouveau gouvernement n'a pas besoin du soutien des ultra-nationalistes du MHP et veut donner à l'Europe des gages de sa modération et de sa volonté de débloquer les grands dossiers (dont Chypre).

Malheureusement l'absence de résolution de la crise du Nagorno-Karabagh ne permet pas de solder les comptes de la guerre et d'opérer une normalisation : mais, pour la première fois, l'ensemble des influences étrangères jouent dans le sens d'une résolution de la crise et non de sa prolongation. L'environnement stratégique de l'Azerbaïdjan n'a donc jamais été aussi favorable en onze ans d'indépendance.

Comme on le voit, le Caucase du sud qui représente la partie de la région qui a été nommée par Zbigniew Brzezinski « les Balkans de l'Eurasie » constitue l'objet géopolitique essentiel des prétentions des puissances mondiales dans la lutte pour la domination dans la région et dans le monde. Les grandes ressources de pétrole et de gaz dans le Bassin de la Mer Caspienne et dans les projets de construction d'oléoducs et de gazoducs ainsi que les plans de renaissance de système de transport à travers la « route de la soie » expliquent ce procès qui vise à obtenir les dividendes politiques et économiques.

Les pays du Sud Caucase doivent tirer parti de leurs atouts respectifs pour promouvoir leur bien-être commun et transformer cette région en une zone non plus à haut risque mais à fort potentiel. Disposant d'abondantes ressources énergétiques, la région est riche aussi en ressources humaines, présentes sur place ainsi qu'à l'étranger ; sa situation géographique lui confère des liens inestimables avec les pays de la mer Noire à l'ouest, la Russie au nord, l'Asie centrale à l'est ainsi que la Turquie et l'Iran au sud. En outre, la richesse culturelle de la région et ses zones côtières et de montagne lui offrent d'importantes perspectives en matière de tourisme.

N'importe quelle analyse des développements futurs de cette région inévitablement évoque les questions de régulation des conflits territoriaux et ethnopolitiques existants. Justement dans ce contexte il faut examiner le concept devenu récemment très actuel d'un système régional de sécurité dans le Caucase du sud.

Aujourd'hui sur différentes conférences internationales, dans les massmedia dans les pages des journaux, etc. se produisent des débats très sérieux concernant les voies probables de développement du Caucase du sud, son intégration dans la communauté mondiale. On discute en particulier les prémisses de formation de système régional de sécurité et de coopération économique. Avant de procéder à l'analyse de ces questions il faut évoquer quelques moments essentiels ayant joué un rôle dans l'appréciation des procès qui se produisent dans la région.

- 1) Pendant la période après la guerre froide et la dissolution du système socialiste, l'Occident n'était pas prêt pour cette cruelle violence commencée dans les nouveaux pays de l'URSS et ex Yougoslavie. Le désarroi, la prudence et en même temps l'approche assez subjective et préconçue envers les parties du conflit ont été les traits distinctifs de cette appréciation des événements par les massmedia et les politologues occidentaux. Très souvent une des causes de ce

fait a été le soutien informationnel assuré par la diaspora vivant en Occident et non par les données objectives concernant les pays et les peuples en conflit, lesquels dans cette période ne se différenciaient pas aux yeux des lecteurs occidentaux. Ainsi pendant les douze années de conflit au Karabakh, nous avons eu la possibilité de voir la dynamique graduelle du changement des opinions occidentales vis à vis de ce problème et d'apprécier la politique de « double standard ». Ainsi si le début du conflit s'est marqué par un total désintérêt et un jugement à priori dans l'appréciation des évènements survenant dans cette région, en revanche une réorientation des intérêts de l'Occident s'est opérée envers les réalités pragmatiques liés aux paramètres géostratégiques et géoéconomiques des régions. Cela s'est fait graduellement avec le changement de la situation dans les questions d'utilisation des ressources énergétiques caspiennes et la perspective de création d'un couloir de transit international Est Ouest.

- 2) Les nouveaux pays indépendants du Caucase du sud répondent à la définition classique des petits pays en termes de territoire et de population. Pendant d'assez nombreuses années la subordination de ces pays à l'empire russe et soviétique a développé dans leurs sociétés un certain infantilisme politique et civique. Une des conséquences négatives de tout cela fut la dépendance de quelques uns d'entre eux qui se maintient vis à vis des puissances régionales. Le facteur est souvent utilisé habilement et unilatéralement par le « frère aîné » pour mener ses plans dans les pays au bénéfice de ses intérêts. Ainsi comme résultat de cette relation ; il est devenu possible de créer dans la région des « nains » par leur forme (dimensions géographiques et ressources humaines) artificiels par leur fonds (politiquement et économiquement soutenus par les pays frontaliers) c'est à dire des formations comme le Nagorni Karabakh, l'Abkhasie et l'Ossétie du sud. Ce qui aggrave essentiellement les relations entre les nouveaux pays indépendants du Caucase du sud.

Un des aspects essentiels de cette thématique est de trouver sans douleur des points communs entre les grandes puissances mondiales et les pays de cette région.

Il ne fait aucun doute que les Etats Unis ont le rôle de super puissance mondiale dans les relations internationales mais cependant comme le dit Bjesinski la Russie a encore son choix géostratégique à faire dans ses relations avec les Etats Unis -amis ou ennemis ?- cela dépend pour beaucoup du développement interne de la politique de la Russie et surtout de son choix : devenir un pays de démocratie européen ou redevenir un empire eurasien. Si elle se veut l'héritière de l'Empire soviétique, elle continue de considérer ces nouveaux pays indépendants comme ses vassaux . Si elle opte pour leur souveraineté nationale et leur intégrité territoriale elle décide de s'engager dans des relations respectant de part et d'autre les intérêts de chacun. Beaucoup de choses dépendent de ce choix. Dans le même contexte , il faut examiner le rôle de la Turquie et de l'Iran dans le procès des régions. La rivalité historique entre ces deux puissances ajoutée aux contradictions traditionnelles entre la Turquie et l'Arménie et l'Iran et l'Azerbaïdjan influencent essentiellement la situation et aggravent les questions de sécurité régionale.

- 3) Tout le monde sait qu'être le leader dans une société en conflit armé est une mission difficile ; l'analyse des évènements correspondant avant et après le sommet OSCE montre que nos sociétés ne sont pas tout à fait prêtes pour la politique des compromis réciproque et pour la création d'une paix « positive ». Cela peut être expliqué d'une part parce que les sociétés ne font pas toujours confiance en leurs leaders qui ont du mal à consolider toutes les forces non extrémistes indépendamment de leurs convictions et positions politiques pour le bien de leurs pays et de leurs peuple. D'autre part il n'y a pas de confiance à l'égard des autres parties en présence - qu'elles soient considérées comme gagnantes ou perdantes à cette étape du conflit. Par conséquent toutes les propositions de compromis faites réciproquement sont d'avance « inacceptables ». Dans cette approche viciée et quand il n'existe pas de consolidation au niveau des sociétés, dans toutes les variantes de solutions proposées, on peut toujours trouver « quelque chose » qui, à la fin, ne sera pas acceptable pour les deux parties. Tout cela montre qu'il existe un dilemme entre les leaders et les sociétés et qu'il réduit les possibilités pour les décideurs politiques d'élaborer un concept commun de résolution de la crise régionale.

Cette instabilité chronique semble par ailleurs être la seule raison pour laquelle la région s'est trouvée au centre de l'attention de la communauté internationale. Hormis l'intérêt économique que recèlent ses ressources d'hydrocarbures, le Caucase a acquis la réputation d'une zone trouble et de haine inter-communautaire séculaire, une poudrière comparable aux Balkans.

Malgré leur différence de statut, les États et les peuples caucasiens, tant les nationalités majoritaires que les minorités sécessionnistes, partagent les objectifs de se désenclaver, de mettre un terme développer leur reconnaissance internationale. Ils ont tous cherché à maximiser les soutiens extérieurs à travers des relations bilatérales, à travers les forums multilatéraux et en cultivant des liens avec une variété d'institutions sous-étatiques et de groupes de pression. Pour les acteurs extérieurs, puissances voisines et puissance lointaines, ceci a posé le problème de savoir comment répondre aux demandes concurrentes et, surtout, quel genre de rapports développer avec les États caucasiens. Les puissances voisines - Turquie, Iran et FR - ne savent si elles doivent privilégier le renforcement de l'indépendance des trois nouveaux États au Caucase ou plutôt chercher la dépendance de cette région morcelée en États et sous-États. Les États lointains pour leur part n'avaient aucun doute sur le bien fondé de l'établissement et de l'indépendance de nouveaux États indépendants (NEI) dans la région - Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie -, mais se questionnaient sur les modèles de développement étatique à privilégier et sur la façon de les appuyer.

Les conflits caucasiens et l'instabilité générale de la région ont posé un certain nombre de menaces à la sécurité internationale en général et à la sécurité des puissances voisines en particulier. La crainte du prolongement des combats a affecté tant la FR et l'Iran que la Turquie, même si pour cette dernière le danger était indirect. C'est en effet en tant que garante du Traité de Kars de 1921, qui lui confère l'obligation de garantir le statut du Nakhitchevan, que la Turquie a placé son armée sur un pied d'alerte en 1993. Les réfugiés ont également été une source de préoccupation pour la Russie, qui a absorbé la majorité des réfugiés des conflits caucasiens, et pour l'Iran, qui a dû faire face à une importante masse de réfugiés azéris en 1993-1994.

Un autre type de menace qui a affecté tous les pays de la région est le risque d'une expansion des conflits. L'exemple le plus criant est le lien entre les guerres géorgiennes et les tensions et les conflits ethniques du Caucase du nord. La question lezghienne, la possibilité d'un soutien de groupes azerbaïdjanais aux séparatistes tchéchènes , le risque que les appels nationalistes de l'Azerbaïdjan provoquent de l'agitation chez les populations azéries en Iran de même que les risques de voir les séparatistes kurdes de Turquie trouver un refuge en Arménie; toutes ces préoccupations ont causé des inquiétudes à un moment ou à un autre aux acteurs de la région.

En réponse à ces menaces, les puissances voisines ont dû s'engager dans la région caucasienne pour affirmer leurs intérêts de sécurité, soit en intervenant dans les conflits caucasiens soit en agissant comme médiateurs ou comme intervenants dans des opérations de maintien de la paix. Cet engagement intéressé des puissances voisines constitue un aspect important de la structure des conflits locaux, un aspect que les parties liées aux conflits ont cherché à exploiter à leur avantage, en encourageant l'intervention des puissances alliées ou en exprimant leur préférence pour des médiateurs susceptibles d'être plus sympathiques à leur cause.

L'importance et la persistance des conflits caucasiens ont demandé une réaction de la communauté internationale, d'autant plus que le contexte d'instabilité a facilité l'implantation de toutes sortes de trafics dans la région - notamment de drogue et d'armes, parfois même de matériel militaire sensible telle la technologie nucléaire -, et de groupes pratiquant le crime organisé international , de même que la montée de petits groupes extrémistes islamiques . Bien sûr, les pays de la région se sentent particulièrement concernés par la venue de ces «nouvelles menaces». Ce genre de problèmes préoccupent de plus en plus la communauté internationale, les pays occidentaux à tout le moins, et suscitent leur engagement dans la région. Les années 1990 ont donné l'occasion à plusieurs organisations internationales, notamment l'ONU, l'OSCE et la CEI, de tester leur potentiel d'intervention pour rétablir l'ordre

En ce qui concerne la question de savoir si les intérêts de sécurité dominent toujours les développements des politiques caucasiennes des États extérieurs à la région ou si les motivations liées au profit remplaceraient ces intérêts il semble bien clair que

dans le cas de la Russie, les intérêts de sécurité restent dominants dans l'élaboration de sa politique caucasienne. La Russie craint que l'instabilité transcaucasienne qu'elle a elle-même fomentée ne s'étende à son territoire et elle considère par ailleurs toujours cette région comme devant être soumise à sa seule influence. Pour leur part, la Turquie et l'Iran doivent s'incliner devant la puissance toujours présente de la Russie dans la région et ont par conséquent peu de marge de manoeuvre pour faire valoir leurs intérêts autres qu'économiques.

Pour les États lointains, États-Unis et États européens, une réponse à cette question reste provisoire. Plusieurs facteurs indiquent que la course aux profits prime désormais sur toute autre motivation dans les politiques spécifiquement caucasiennes des États occidentaux, en autant que cela ne lèse pas les intérêts de la Russie. Un point commun se dégage dans les politiques caucasiennes des États lointains, de la Turquie et de l'Iran: leurs politiques caucasiennes restent toutes tributaires de leur politique russe.

Les trois NEI caucasiens mettent l'accent sur la nécessité d'établir des relations d'amitié équitables avec les États étrangers, particulièrement les États voisins, et sur la promotion d'une coopération régionale et internationale, particulièrement au Caucase et entre le Caucase et l'Europe . Par contre, la conversion de ces principes en politiques et la mise en oeuvre de ces politiques se sont faites de manière assez distinctes dans chacun des NEI. Voyons maintenant ces trois pays au cas par cas .

l'Arménie :

En termes de politique étrangère, l'Arménie apparaît comme une exception parmi les États caucasiens. Deux raisons interreliées expliquent cette spécificité. D'abord, l'Arménie soutient les revendications sécessionnistes des Arméniens du Karabakh et se trouve de facto à défendre la cause du droit à l'auto-détermination dans un système international plutôt acquis au principe du maintien de l'intégrité territoriale. La politique arménienne contraste de ce fait avec celles de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, qui insistent évidemment sur le principe du maintien de l'intégrité territoriale. La seconde spécificité arménienne repose sur la perception de la nécessité du rôle de la FR dans la région et, conséquemment, la priorité accordée aux relations bilatérales et multilatérales avec la FR - principalement dans le cadre de la CEI. Toutefois, bien que l'alignement pro-russe de la politique extérieure arménienne semble pour l'instant bien établi, on ne peut prédire si cette donnée se maintiendra.

Durant l'année qui suivit l'indépendance, les relations entre Moscou et le gouvernement nationaliste d'Erevan étaient encore froides. Le gouvernement arménien devait alors imaginer un avenir sans soutien de la Russie sur les plans économique et sécuritaire. À ce moment, l'Arménie était déjà l'objet d'un blocus économique de l'Azerbaïdjan et devait faire face à des pénuries de nourriture et de source d'énergie. La priorité la plus urgente était alors d'assurer un approvisionnement en biens de première nécessité. L'acheminement de l'aide internationale vers l'Arménie présentait toutefois des difficultés majeures. L'isolation de l'Arménie était patente: les routes traversant la Géorgie étaient fréquemment bloquées à cause de l'instabilité intérieure et la possibilité d'utiliser les routes iraniennes était bloquée par les pays occidentaux, principaux pays contributeurs.

La Turquie apparaissait alors comme l'unique voie par laquelle les biens pouvaient transiter. Dans sa politique étrangère en 1991-1992, l'Arménie consacrait alors beaucoup d'énergie à normaliser ses relations avec Ankara. La nécessité économique et le besoin de rétablir d'anciennes voies de communication selon l'axe est-ouest primaient sur l'orientation nationaliste qui s'oppose par principe à toute collaboration avec Ankara. Ce choix constituait une réelle controverse parmi les Arméniens, particulièrement pour les représentants de la diaspora qui perçoivent généralement la Turquie comme étant l'ennemi historique. Le refus du Président arménien, Levon Ter Pétrossian, de faire de la reconnaissance du génocide de 1915 un pré-requis à l'établissement de relations bilatérales avec la Turquie a provoqué l'opposition nationaliste et a conduit Raffi Hovannisian, son ministre des Affaires étrangères issu de la diaspora, à démissionner en 1992 en signe de protestation. Au début, cette politique de rapprochement a porté ses fruits. L'Arménie a reçu des biens de première nécessité via la Turquie et a signé avec cette dernière un protocole d'entente pour le transfert d'électricité. Cette situation a toutefois changé en raison de la réaction de la Turquie aux victoires arméniennes au Nagorno-Karabakh et aux appels de l'Azerbaïdjan à respecter le blocus. Poussé à choisir entre soutenir les Arméniens du Karabakh et développer des relations avec la Turquie, Erevan a privilégié la «solidarité ethnique», un choix qui est toujours manifeste aujourd'hui. En 1998, Robert Kotcharian et son ministre des Affaires étrangères, également issu de la diaspora, ont maintenu la politique de Ter Pétrossian qui cherchait à normaliser les relations avec la Turquie. Ils ont toutefois ajouté une revendication à leur politique

turque en demandant la reconnaissance du génocide comme préalable à cette normalisation.

Ter Pétrossian avait continué de souligner l'importance de privilégier les relations avec la Turquie jusqu'à la remise de sa démission en 1998. L'échec dans ce dossier a toutefois obligé l'Arménie à trouver d'autres solutions. Les relations avec l'Iran, particulièrement en matière d'échanges commerciaux ou de développement des infrastructures, tel que la liaison du réseau routier par un pont traversant la rivière Araxe ou les projets de lignes électriques ou de gaz, ont acquis une grande importance. Ces développements ne sont pas controversés en Arménie et ne rencontrent pas l'opposition de Moscou ou de Washington.

Les relations avec la Géorgie ne sont devenues une priorité qu'au milieu des années 1990, lorsque la situation intérieure géorgienne s'est calmée de sorte que l'acheminement des biens par le territoire géorgien a pu reprendre permettant de contourner le blocus turco-azerbaïdjanais. En offrant des liens terrestres vers la mer Noire et vers la Russie, la Géorgie prenait une importance stratégique et économique considérable pour l'Arménie. Ces intérêts stratégiques ont facilement supplanté d'autres intérêts nationalistes que des extrémistes irrédentistes auraient facilement pu faire valoir: notamment l'appui aux groupes arméniens établis en Géorgie dans leur lutte pour davantage d'autonomie.

De tous les changements d'orientation de la politique étrangère arménienne, le plus important est sans conteste son rapprochement avec la Russie à partir de 1992-1993. Il s'agissait bien sûr d'une réponse à la menace militaire que faisaient peser l'Azerbaïdjan et la Turquie, mais, plus encore, ce rapprochement découle de la prise de conscience que la Russie était restée une puissance plus importante qu'il ne l'avait été imaginé au début. Les relations tendues entre la Russie et l'Azerbaïdjan, particulièrement lors du gouvernement Eltchibey (1992-1993), ont donné une opportunité à l'Arménie qu'elle a su exploiter. Le rapprochement arméno-russe se traduit par une consolidation des liens militaires et par le prêt d'argent de la Banque centrale de la Russie. Les relations bilatérales russo-arméniennes ont été consolidées par la signature d'une série de traités et d'accords et l'Arménie a effectivement obtenu des bénéfices découlant de ses relations étroites avec Moscou (pour le développement de ses forces armées, des prêts gouvernementaux, un meilleur approvisionnement énergétique etc.). Les bonnes relations avec Moscou se sont

poursuivies malgré le déclin de la puissance et du prestige de la Russie suivant sa défaite dans le premier conflit tchéchène et la crise économique de 1998.

Il y a cependant des limites à la flexibilité du gouvernement arménien face aux prérogatives de la Russie. L'Arménie a toujours rejeté les propositions intégrationnistes perçues comme des atteintes à sa souveraineté - comme dans le cas de l'Union douanière de la CEI. Elle a toujours cherché à maintenir un équilibre dans ses relations extérieures et considère qu'une trop grande proximité avec la Russie pourrait nuire à ses chances d'intégration dans les structures européennes, ce qui constitue son principal objectif de politique étrangère à long terme.

Dans le développement de la politique étrangère arménienne, deux facteurs spécifiques à l'Arménie ont incontestablement exercé une influence: le conflit du Karabakh et la diaspora. Le conflit du Karabakh a contribué à l'isolement international du pays, miné les tentatives de normalisation des rapports avec la Turquie et constitué la principale raison pour l'entretien de relations si étroites avec la Russie, particulièrement dans le domaine militaro-sécuritaire. Inévitablement, ce conflit a empêché le développement de relations avec l'Azerbaïdjan et a compliqué l'intégration de l'Arménie dans les projets régionaux d'envergure, tel que la possibilité de bénéficier du boom pétrolier de la Caspienne en tant qu'État-transit. Ses obligations internationales ont toutefois contraint l'Arménie de réviser sa position. Le gouvernement d'Erevan est revenu sur sa revendication de 1988-1990 d'unifier l'Arménie avec le Karabakh et a renoncé à reconnaître l'indépendance de ce dernier, malgré l'importante pression intérieure qui l'incite à le faire. Pourtant, l'Arménie est toujours isolée dans les forums internationaux, ce qui était particulièrement visible au Sommet de l'OSCE à Lisbonne en 1996.

La diaspora constitue un autre facteur déterminant dans la définition de la politique étrangère arménienne. La solidarité ethnique s'est avérée être très forte dans le cas de cette communauté et l'Arménie a tenté d'en tirer profit et demandant un soutien économique et de l'assistance humanitaire aux communautés arméniennes à travers le monde, de même que d'influencer l'opinion publique des pays étrangers. Les Arméniens de la diaspora appuient généralement la quête d'indépendance du Nagorno-Karabakh et, surtout, ont répondu positivement aux demandes d'assistance de l'Arménie. Malgré ce «patriotisme» de la diaspora, les relations entre celle-ci et le gouvernement de Ter Pétrossian ont toujours été tendues. D'abord, le Dachnak, le

principal parti représentant la diaspora, a été interdit en Arménie de 1994 à 1998. De plus, le gouvernement arménien a refusé l'attribution de la nationalité arménienne aux Arméniens de la diaspora. Pour sa part, le gouvernement de Kotcharian est beaucoup plus réceptif aux demandes de la diaspora.

L'Azerbaïdjan et la Géorgie :

Le développement des relations extérieures de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie a été dominé par le besoin de ces pays d'asseoir leur souveraineté et de trouver des résolutions satisfaisantes à leurs conflits intérieurs respectifs. Tant le gouvernement que l'opinion publique des deux États ont perçu la Russie comme étant une menace plutôt qu'un appui dans la recherche de ces deux objectifs. Les gouvernements nationalistes de Gamsakhourdia en Géorgie (1991-1992) et de Eltchibey en Azerbaïdjan (1992-1993) ont tous les deux tenté de quitter l'orbite russe au profit de l'Occident. Gamsakhourdia a refusé de faire adhérer la Géorgie à la CEI, tandis que Eltchibey n'a pas ratifié l'entente, refusant de ce fait l'intégration de l'Azerbaïdjan dans cette organisation. Hormis les pays baltes, seuls la Géorgie et l'Azerbaïdjan ont refusé d'être membre de la Communauté d'États issus de l'URSS. Dans le cas de l'Azerbaïdjan, le rejet de la Russie a été combiné avec un développement particulièrement important des relations avec la Turquie. La prémisse de base voulait que la Turquie, avec qui l'Azerbaïdjan partageait des affinités culturelles et ethniques, constituait la meilleure voie d'accès aux institutions politiques occidentales et aux investisseurs occidentaux. L'orientation résolument nationaliste d'Eltchibey a poussé ce dernier à soutenir le droit des Azéris iraniens, ce qui lui a aliéné l'Iran. En Géorgie, en 1990-1991, Gamsakhourdia a interpellé l'Occident pour une reconnaissance de la Géorgie, mais cet appel n'a pas été entendu au moment où l'URSS n'avait pas encore été démembrée. Il a également cherché à établir des relations avec les Tchétchènes et d'autres groupes du Caucase du Nord intéressés à défier la domination russe.

La politique anti-russe de Bakou de même que celle de Tbilissi du début de 1990 ont échoué. Leur rupture avec Moscou a incité la Russie à soutenir les mouvements sécessionnistes et autres mouvements d'opposition internes, ce qui a contribué au renversement du gouvernement dans les deux pays. Par contre, à la différence de Gamsakhourdia qui a échoué à extirper la Géorgie des griffes de la Russie et à

favoriser le soutien de l'Occident pour son indépendance, le gouvernement de Eltchibey a su jeter les bases d'une politique étrangère que le gouvernement successeur de Heidar Aliev a poursuivie. Le retrait négocié des troupes et des gardes-frontières russes du territoire azerbaïdjanais a aidé Aliev à élaborer une politique étrangère indépendante et, à l'occasion, de s'opposer ouvertement à la Russie - comme par exemple à propos du statut légal de la mer Caspienne. De même, l'initiative du gouvernement nationaliste de «diplomatie pétrolière» a été poursuivie sous Aliev.

Par contraste avec leurs prédécesseurs nationalistes, Aliev et Chevardnadzé ont reconnu que l'influence de la Russie persiste dans la région et qu'il est important de maintenir de bonnes relations avec elle. Ils ont rétabli les relations avec Moscou et, en 1993, fait adhérer leurs pays à la CEI. Aliev a fait une place à la participation commerciale de la Russie dans les contrats d'exploitation pétrolière et dans le rétablissement de liens économiques. Les concessions de Chevardnadzé ont été beaucoup plus importantes: il a accepté la présence de bases militaires russes et de gardes-frontières en Géorgie et a accordé à la Russie une place prépondérante dans les opérations de maintien de la paix en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Tant Bakou que Tbilissi sont devenus plus circonspects dans leurs relations avec les républiques nord-caucasiennes, évitant toute politique pouvant indisposer la Russie. Ces concessions les ont menés à une «détente» dans les relations avec Moscou, même si certains différends persistent.

Le Parlement et l'opinion publique géorgiens, tout comme l'opposition azerbaïdjanaise, sont restés extrêmement critiques envers le rôle de la Russie dans la région. Le Parlement géorgien a reporté la ratification de l'accord militaire avec la Russie, jusqu'à ce qu'il soit pleinement convaincu de la nécessité de la présence de la force russe de maintien de la paix en Abkhazie. En 1998, la Géorgie a négocié le retrait des gardes-frontières russes. L'Azerbaïdjan, pour sa part, proteste toujours avec vigueur contre des approvisionnements massifs des Arméniens en armes russes, depuis les révélations de 1997.

Tant l'Azerbaïdjan que la Géorgie ont prouvé leur manque d'enthousiasme pour la CEI, rejetant toutes les initiatives d'intégration qui pourraient compromettre leur souveraineté. Ils ont constamment critiqué cette organisation comme étant un véhicule pour les ambitions russes. De même, ils ont maintes fois souligné son

inefficacité à les soutenir en Abkhazie et au Karabakh. Chevardnadzé et Aliev ont tous deux utilisé ce forum pour critiquer le rôle de la Russie dans l'ancien espace de l'URSS et pour coordonner leur position avec celle d'autres États de la CEI, la Moldavie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, acquis à ces critiques. Au cours de 1996-1997, un nouvel alignement, impliquant initialement l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine, suivi de peu de la Moldavie, à vu le jour parmi les États-membres de la CEI pour former le GUAM. Il s'agit d'un groupe informel d'États cherchant à approfondir leur coopération politique et économique et visant la formation d'un bataillon conjoint de maintien de la paix. Bien que les membres du GUAM affirment que cette organisation parallèle n'est dirigée contre aucun autre État, ils ne peuvent cacher que ce qui les unit est l'expression d'un intérêt stratégique commun différent de celui de la Russie. À l'été 1999, le GUAM, devenu le GOUAM, s'est élargi pour accueillir l' Ouzbékistan et s'est donné une Charte fondatrice.

En dehors de la CEI, Bakou et Tbilissi ont tenté de diversifier leurs relations extérieures en consolidant leur coopération politique et militaire avec la Turquie, en améliorant leurs relations avec l'Iran - même si certaines frictions perdurent dans les relations irano-azerbaïdjanaises - et avec d'autres États afin de chercher un soutien international dans le maintien de leur intégrité territoriale. Une autre importante priorité pour les deux pays a été la promotion de leur rôle dans l'établissement du projet TRACECA, et pour les projets d'oléoducs à partir de Bakou, qui emprunteraient le territoire géorgien pour rejoindre la mer Noire, puis la Turquie.

Les principaux efforts diplomatiques des deux États ont sans conteste été dirigés vers les pays occidentaux. Bakou a utilisé la participation aux contrats pétroliers comme appât suscitant l'intérêt économique de nombreux États occidentaux - de même que de la Russie, de la Turquie - et a tenté d'utiliser cet intérêt pétrolier pour contrer l'influence des groupes de pression arméniens aux États-Unis et en France. Les compagnies pétrolières et les gouvernements occidentaux ont effectivement soutenu la position azerbaïdjanaise sur le statut légal de la mer Caspienne. La Géorgie, non dotée d'attraits économiques comparables, a plutôt tablé sur la personnalité de Chevardnadzé pour cultiver des mouvements de sympathie occidentaux et a été un participant fort enthousiaste au programme PfP (Partnership for Peace) de l'OTAN. La Géorgie et l'Azerbaïdjan ont affirmé leur conviction de faire partie de l'Europe et ont tenté d'accélérer leur adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Depuis les

frappes de l'OTAN au Kosovo au printemps 1999, les deux États ont suggéré une intervention similaire pour forcer le retour des territoires sécessionnistes sous leur autorité.

Étant donné les nombreux parallèles qu'ils tissent entre leurs situations respectives - conflits internes non résolus avec des groupes sécessionnistes, perception d'une menace russe à leur souveraineté, un désir de développer des liens politiques, économiques et de sécurité avec les États occidentaux - les relations bilatérales entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont suivi un développement naturel. Ces relations ont été renforcées par un certain nombre d'accords politiques et économiques, principalement orientés dans la lutte contre le séparatisme ethnique et le développement d'une coopération bilatérale pour l'exportation du pétrole azerbaïdjanais vers l'Occident.

Les relations entre la Géorgie et l'Arménie se sont considérablement améliorées au cours des dernières années - les deux étant particulièrement intéressées à développer une voie de transport sur leur territoire, reliant la mer Noire à l'Iran et au Golfe persique -, mais jamais au point d'atteindre l'intensité des relations entre l'Azerbaïdjan et la Géorgie.

Alors que la Géorgie fait preuve d'un rare dynamisme pour rejoindre la famille des démocraties européennes, on voit donc que l'Arménie continue de garder des liens étroits avec la Russie. Quant à l'Azerbaïdjan, il voit dans la Turquie une fenêtre sur l'Europe.

La quête de sécurité est en tout cas un point commun à ces trois États; ce qui diffère c'est ce qui est perçu comme menace à la sécurité: pour les Arméniens, il s'agit du tandem turco-azerbaïdjanais, alors que la Géorgie et l'Azerbaïdjan craignent, elles, l'ingérence de la Russie. L'Azerbaïdjan et la Géorgie perçoivent davantage leur rôle dans la région en termes géoéconomiques et considèrent que leur sécurité future serait mieux assurée par une coopération économique régionale. La perception arménienne de la sécurité est basée sur une interprétation géopolitique des réalités de la région et compte principalement sur la Russie pour assurer sa sécurité .

## CONCLUSION

Au terme de notre analyse, nous sommes en mesure de dresser un bilan des principales composantes de la dynamique des relations intrarégionales au Caucase. Les trois facteurs décrits dans le premier chapitre illustrent la nécessité d'une coopération régionale entre acteurs proprement caucasiens pour parvenir à une plus grande stabilité dans la région.

1- Le morcellement ethnique, linguistique et religieux extrême qui ne coïncide aucunement avec les frontières politiques incite les nombreuses communautés qui se trouvent à cheval sur deux ou plusieurs États à entretenir des liens étroits entre elles. La gestion de leurs communautés minoritaires est un premier facteur qui appelle les États caucasiens à la coopération régionale.

2 - L'existence d'un grand nombre de conflits qui sont pour la plupart intimement interreliés à tel point qu'il ne semble pas possible de résoudre un conflit indépendamment des autres. Un règlement des conflits caucasiens et la création d'une stabilité durable nécessite une approche régionale.

3 - Le pétrole, la seule ressource naturelle qui constitue l'intérêt économique international dans la région, ne concerne pas uniquement l'Azerbaïdjan, l'État qui possède la majorité des réserves. L'exploitation du pétrole nécessite des oléoducs traversant plusieurs pays voisins et nécessite donc une stabilité régionale et la coopération des différents acteurs caucasiens.

Dans une perspective purement sécuritaire et économique, tous les États caucasiens ont donc intérêt à développer une coopération régionale. Il y a effectivement eu un certain nombre de propositions et d'initiatives pour développer une coopération régionale entre les trois États caucasiens du sud ou entre ces États et les républiques caucasiennes du nord qui font partie de la Fédération russe. Tous les dirigeants locaux accueillent en principe ouvertement ces propositions. Par contre, peu de progrès est perceptible dans ce dossier. La plupart de ces propositions de coopération sont restées vagues et sans résonance, comme la déclaration de juin 1996 «For Inter-Ethnic Accord, Peace, and Economic and Cultural Cooperation in the Caucasus», signée par les présidents de toutes les républiques caucasiennes, tant celles du nord que celles du sud, de même que par la Russie .

La tentative de recréer, à partir de 1989, une Confédération des peuples montagnards du Caucase (CPMC), sous l'impulsion des Tchétchènes et des Abkhazes, s'inscrit

dans la logique d'une «solidarité caucasienne». Elle excluait cependant tous les peuples du Caucase du sud, exception faite des Abkhazes et des Ossètes du Sud . L'importance de cette organisation s'est surtout fait sentir dans le Caucase du sud, où ces deux derniers groupes ont reçu un appui substantiel de la CPMC dans leur guerre d'indépendance. L'entrée des troupes russes à Grozny en 1994 a pourtant montré les faiblesses de la Confédération et de la solidarité pan-caucasienne: la mobilisation de troupes en provenance de l'extérieur de la Tchétchénie a été plutôt faible .

D'autres projets, comme la proposition de Chevardnadzé pour «une Maison caucasienne commune», ont à peine progressé au-delà du discours. Bien que l'Azerbaïdjan et la Géorgie considèrent la lutte au séparatisme et la constitution d'un contrepoids à la Russie comme étant des objectifs clés d'une telle coopération, l'Arménie s'inscrit en faux face à ses deux voisins. Même si tous acceptent de privilégier une approche régionale au développement des infrastructures de transport, l'utilisation des blocus par l'Azerbaïdjan et la Géorgie rend l'atteinte de cet objectif impossible, du moins tant que les conflits ne seront pas résolus.

Ces échecs s'expliquent en partie par des facteurs endogènes, notamment la faiblesse des jeunes États indépendants. Une autre cause, qui n'est pas de moindre importance, provient de facteurs exogènes, à savoir les politiques caucasiennes des acteurs extérieurs qui souffrent toutes, mais pour différentes raisons, d'un manque de cohérence.

La faiblesse des NEI est encore accentuée, comme nous l'avons vu, par les républiques sécessionnistes. Ces républiques visent à développer leur propre politique étrangère souvent au détriment des États auxquels ils appartiennent juridiquement, même s'ils ont peu d'espoir de parvenir ainsi à régulariser leur statut et à obtenir une reconnaissance internationale. L'effet déstabilisateur des républiques sécessionnistes touche non seulement l'Azerbaïdjan et la Géorgie qui recèlent de nombreuses minorités réellement ou potentiellement sécessionnistes en leur sein, mais également l'Arménie. Dans le cas de cette dernière, c'est la République autoproclamée du Nagorno-Karabakh à population arménienne qui détermine largement la politique étrangère de l'Arménie et y nourrit l'influence des forces nationalistes pan-arméniennes radicales, hostiles aux compromis.

La polarisation qui se dessine entourant les problèmes du statut des minorités entre l'Arménie (en faveur du principe de l'autodétermination) et les autres républiques

caucasiennes (qui insistent sur le principe de l'intégrité territoriale) est encore renforcée par l'orientation pro-russe de la politique étrangère arménienne. Cet isolement de l'Arménie crée un obstacle à toute forme de mouvement «pan-caucasien».

Incohérence des politiques caucasiennes des États extérieurs

Parmi tous les acteurs extérieurs qui pourraient potentiellement défendre leurs intérêts au Caucase, la Russie occupe une position particulière en tant que puissance dominante depuis deux siècles dans la région. Pour elle, la stabilité au Caucase est une préoccupation beaucoup plus existentielle que pour tout autre État extérieur: c'est sa survie en tant que grande puissance qui est en jeu. Une trop grande instabilité au Caucase risque de se répandre sur son flan sud.

Paradoxalement, des États caucasiens forts, en mesure de faire totalement abstraction de la Russie dans leurs rapports extérieurs, pourraient avoir le même effet déstabilisateur pour la FR: des États caucasiens «trop forts» pourraient constituer une alternative alléchante faisant concurrence à la Russie comme partenaire des républiques nord-caucasiennes et éventuellement même les inciter à quitter le giron de la Russie, ce qui signifie l'émiettement de la FR.

Les intérêts contradictoires de la Russie, combinés avec un manque de coordination interne entre les nombreux acteurs et décideurs russes responsables du dossier caucasien, rendent la politique russe au Caucase de plus en plus chaotique et imprévisible. Le rôle ambigu à la fois stabilisateur et déstabilisateur de la Russie dans la région tend à favoriser le statu quo.

Une chose est claire: malgré sa perte d'influence relative, la Russie est toujours très présente au Caucase et elle ne peut céder sa place à d'autres puissances dans la périphérie caucasienne ou encore aux puissances occidentales sans courir le risque de son propre éclatement. Les autres puissances susceptibles de gagner en influence dans la région doivent tenir compte de cet intérêt vital de la Russie.

Le respect des intérêts russes et le souci d'éviter toute provocation amène les autres puissances périphériques, la Turquie et l'Iran, à limiter leurs rapports avec les NEI caucasiens aux échanges commerciaux, même si leurs intérêts au Caucase vont bien au delà du domaine économique.

Cette apparente incohérence est encore plus évidente dans le cas des acteurs lointains. C'est également une politique d'accommodement envers Moscou qui introduit des

dissonances dans la politique caucasienne des États-Unis et des pays européens. En principe, les intérêts des pays occidentaux qui sont avant tout d'ordre économique (abstraction faite de quelques mesures visant à satisfaire la diaspora arménienne) pourraient parfaitement s'harmoniser avec la recherche de stabilité des États caucasiens en renforçant leur souveraineté. Si les États occidentaux n'agissent pas en fonction de leur principal intérêt, c'est par souci de ne pas déstabiliser une Russie déjà au bord de l'éclatement, un objectif qui prime sur tout objectif régional.

#### Bibliographie:

Balencie, Jean-Marc et Arnaud de La Grange (dir.), *Mondes rebelles; guerres civiles et violences politiques*, Paris: Éditions Michalon, 1999. 1567 p.

Bertsch, Gary K., Cassidy Craft, Scott A. Jones et Michel Beck (dir.), *Crossroads and Conflict; Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia*. New York et Londres: Routledge, 2000. 316 p.

Chorbajian, Levon, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *The Caucasian Knot; The History and Geo-Politics of Nagorno-Karabakh*. Londres et New Jersey: Zed Books, 1994, 198 p.

Goltz, Thomas, *Azerbaïdjan Diary; A Rogue Reporter's Adventures in an Oil-Rich, War-Torn, Post-Soviet Republic*. Armonk et al.: M. E. Sharpe, 1998. 497 p.

Herzig, Edmund, *The New Caucasus; Armenia, Azerbaijan and Georgia*, Londres: Royal Institute of International Affairs, 1999. 166 p.

Hunter, Shireen T., *The Transcaucasus in Transition; Nation-Building and Conflict*. Washington: The Center for Strategic and International Studies, 1994. 223 p.

Jolicoeur, Pierre, Influence de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh entre 1988 et 1996. Québec et Montréal: Institut québécois des hautes études internationales et Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, Les cahiers de l'Institut no 9, 1998. 144 p.

Karam, Patrick et Thibaut Mourgues, Les guerres du Caucase; des Tsars à la Tchétchénie. Paris: Perrin. 1995. 395 p.

MacFarlane, S. Neil, The International Relations of the Caucasus. Kingston: The Centre for International Relations. Non publié. 49 p.

Menon, Rajan, Yuri E. Federov et Ghia Nodia (dir.), Russia, The Caucasus and Central Asia; The 21st Century Security Environment. New York: EastWest Institute, 1999. 272 p.

O'Ballance, Edga, Wars in the Caucasus. New York: New York University Press, 1997. 202 p.

Rummel, Reinhardt et Claude Zullo, (dir.), Rethinking European Union Relations with the Caucasus. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 1999.

Le Grand Echiquier Relations Internationales, 1999 p59.

